



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité départementale de la Marne**

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

Reims, le 18/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CERESIA**

16 Bd du Val de Vesle  
51100 Reims

Références : D1 i 2024 474

Code AIOT : 0005701693

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2024 dans l'établissement CERESIA implanté 7 Avenue de la Gare à COLIGNY 51130 Val-des-Marais. L'inspection a été annoncée le 19/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue sur le site de l'entreprise CERESIA site de Coligny le 29/04/2024 dans le cadre de l'action nationale annuelle « rétention et confinement des eaux d'extinction ».

Ce site fait partie de la liste nationale des silos à enjeux, compte tenu de la présence d'une maison d'habitation et d'une partie du dépôt de produits phytosanitaires de la coopérative voisine dans le périmètre forfaitaire de sécurité généré par les installations.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CERESIA
- 7 Avenue de la Gare à COLIGNY 51130 Val-des-Marais
- Code AIOT : 0005701693
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CERESIA site de Coligny exploite sur la commune de Val-des-Marais (Coligny) un site céréalier qui réalise des activités de stockage de céréales, engrais liquides, engrais solide, produits phytopharmaceutiques et compost.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'exploitant est autorisé à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral n°AP\_88-A-29-IC du 11 juillet 1988 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2007-APC-112-IC du 14 novembre 2007.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Rétention
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Étanchéité du sol de l'aire de compostage	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, annexe I, article 2.10	Mesures conservatoires	15 jours
			Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Disponibilité des réserve d'eau incendie	AP Complémentaire du 14/11/2007, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PAC modifications compost	AP Complémentaire du 14/11/2007, article 2	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11	Sans objet
6	Étanchéité du sol des locaux produits dangereux	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.9	Sans objet
7	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale annuelle « rétention et confinement des eaux d'extinction ».

Lors de la visite l'inspection a constaté plusieurs écarts réglementaires.

Ils portent sur l'état des matières stockées sur le site, l'absence de rétention au niveau de la nouvelle activité de compost et la vérification de la disponibilité des réserves incendie du site. Ce dernier point a déjà fait l'objet d'un écart repris par lettre de suites préfectorale lors de la précédente visite de l'inspection en date du 22/04/2021.

De plus, l'absence de rétention au niveau du stockage de compost entraîne le ruissellement de substances liquides souillées par le compost vers un avaloir situé à proximité du bâtiment. Ces substances liquides collectées par l'avaloir partent directement dans le bassin d'infiltration des eaux pluviales du site.

L'exploitant devra donc prendre les mesures nécessaires pour sécuriser cet avaloir sous un délai de 15 jours afin de stopper tous risques de pollution rapidement.

L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaire sur ces points par le biais d'une mise en demeure. Un projet de mise en demeure en ce sens est joint au présent rapport. Pour un retour à la conformité les délais suivants sont proposés : 1 mois concernant le point 8 ; 3 mois pour les points 2 et 4.

Il est demandé en outre à l'exploitant de répondre aux demandes formulées dans les délais indiqués et de prendre en compte les observations qui pourront faire l'objet de contrôles lors de prochaines inspections sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PAC modifications compost

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/11/2007, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, PAC modifications
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Tout changement de matériels, de produits ou de mode de stockage par rapport à ceux décrits dans l'étude de dangers devra être compatible avec les mesures de prévention et de protection existantes et, le cas échéant, doit être porté à la connaissance du préfet. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déposé un porter-à-connaissance (PAC) en date du 28/08/2023 auprès de l'inspection des installations classées.  Afin de permettre à l'inspection de finaliser l'instruction de ce porter-à-connaissance, l'exploitant a présenté le détail de ses activités potentiellement soumise aux rubriques 1435 et 4702 de la nomenclature ICPE.  Ce point n'appelle pas de constats particuliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection une extraction de son inventaire des quantités d'engrais stockées sur site, ainsi que la liste des produits phytosanitaires présents avec les quantités stockées.  Ces deux extractions ne permettent pas de faire le lien entre les quantités présentes sur site et les dangers associés. Il n'est donc pas possible de déterminer les quantités dangereuses présentes sur site à partir de ces documents.  L'exploitant dispose également d'un système de rangement des produits phytosanitaires par catégorie de dangers piloté par la centrale d'achat du groupe. Toutefois, l'exploitant a expliqué ne

pas réaliser de contrôle à réception pour vérifier que la classification préconisée par leur centrale groupe correspond bien aux préconisations des fiches de données de sécurité (FDS) des produits ou aux conditions de stockage réel du site.

De plus, ces inventaires n'intègrent pas les huiles et le Gasoil non routier (GNR) stockés sur site. Par conséquent, l'état des matières stockées n'est pas complet.

**Proposition de l'inspection :**

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant devra respecter l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 Octobre 2010, sous un délai de 3 mois.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure en ce sens est joint au présent rapport.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre à l'inspection sous un délai de 3 mois, les solutions mises en place pour répondre aux prescriptions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 Octobre 2010 ainsi que les preuves de leur mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

[...]

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;

- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection un cahier contenant les procédures et consignes de sécurité à tenir en cas d'accident ou d'évacuation. Ces consignes sont reprises par voie d'affichage à différents endroits du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Étanchéité du sol de l'aire de compostage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, annexe I, article 2.10

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

**Prescription contrôlée :**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible)

et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.

**Constats :**

Concernant le stockage d'engrais liquide, les cuves sont placées dans des rétentions. Celles-ci sont visuellement en bon état et propres.

Concernant le stockage de compost, le bâtiment couvert où est stocké celui-ci est constitué d'une dalle étanche, cependant la face ouverte du bâtiment ne dispose pas de seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou de tout dispositif équivalent permettant de retenir les matières liquides issues du stockage de compost.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de traces d'écoulements et des matières liquides s'écoulant du stockage de compost vers l'avaloir situé sur le parking en face du bâtiment de stockage.

Cet avaloir se déverse dans le bassin d'infiltration des eaux pluviales après passage dans un déshuileur. Ce type de dispositif n'est pas efficace pour retenir les matières liquides s'écoulant du stockage de compost.

**Proposition de l'inspection :**

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires et à l'aide d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant devra respecter l'article 2.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 Décembre 2016 sous un délai de 3 mois.

De plus, l'inspection propose à M. le Préfet de demander à l'exploitant de prendre des mesures conservatoires afin de faire cesser les écoulements de matières liquides issus du stockage de compost vers l'avaloir situé en face du bâtiment sous un délai de 15 jours.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure intégrant des mesures conservatoires est joint en ce sens au présent rapport.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 15 jours, prendre les mesures appropriées afin de faire cesser les écoulements de matières liquides issus du stockage de compost vers l'avaloir situé en face du bâtiment et transmettre à l'inspection les preuves de leur mise œuvre.

Sous un délai de 3 mois, transmettre à l'inspection les solutions mises en place pour répondre aux prescriptions de l'article 2.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 5 Décembre 2016 ainsi que les preuves de leur mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures conservatoires et Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours et 3 mois

**N° 5 : Dimensionnement des rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  
50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou à double enveloppe avec une détection de fuite.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

**Constats :**

Concernant le stockage d'engrais liquide, le volume estimé des rétentions semble pertinent par rapport aux volumes stockés

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 6 : Étanchéité du sol des locaux produits dangereux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.9

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

**Prescription contrôlée :**

Le sol des locaux et des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7.

<b>Constats :</b>  Le sol du bâtiment où sont stockés les produits phytosanitaires concernés par la rubrique 4510 de la nomenclature des ICPE est étanche et le bâtiment décaissé pour retenir d'éventuels déversements accidentels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout stockage comprenant des substances ou préparations liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Les récipients fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en condition normale.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>
<b>Constats :</b>  La totalité du sol du bâtiment où sont stockés les produits phytosanitaires est étanche et les seuils surélevés au niveau des ouvertures du bâtiment semblent suffisamment haut pour obtenir un volume de rétentions approprié par rapports aux quantités de produits stockés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Disponibilité des réserve d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/11/2007, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués d'une réserve incendie communale de 120m3, d'un poteau incendie distant de 50 m de l'entrée du site, d'une réserve de 150 m3 disponible sur site au niveau du dépôt d'engrais liquides.</p> <p>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de</p>



cette vérification.

Des procédures d'intervention en fonction des dangers sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Le personnel est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

#### **Constats :**

Lors de la visite du 22/04/2021, l'inspection a constaté que les 2 cuves en matériau translucide constituant la réserve d'eau incendie de 150 m3 du site et situées au niveau du stockage d'engrais liquide, s'étaient opacifiées avec le temps. Par conséquent, l'exploitant n'était pas en mesure de savoir le volume d'eau présent dans ces cuves et il ne pouvait donc pas justifier de la disponibilité de ce moyen de lutte incendie. Ce point a fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale en date du 22/06/2021. Pour répondre à cet écart réglementaire, l'exploitant a réalisé un nettoyage partiel de la surface de ses cuves afin de mieux voir le niveau d'eau présent dans celles-ci.

L'inspection a constaté lors de la visite du 29/04/2024 qu'il est toujours difficile de déterminer le niveau actuel des 2 cuves malgré le nettoyage réalisé par l'exploitant.

De plus, les 2 cuves sont partiellement remplies et il n'existe pas de repère ou de dispositif permettant de déterminer si le niveau d'eau présent dedans est suffisant pour atteindre les 150 m3 prévus.

Par ailleurs, l'exploitant a expliqué ne pas avoir de procédure de contrôle périodique de ces équipements, ni réaliser de suivi formalisé du niveau d'eau présent dans les cuves.

Par conséquent, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir l'efficacité de ces moyens de lutte contre l'incendie en cas de sinistre.

#### **Proposition de l'inspection :**

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires à l'aide d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant devra respecter l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2007, sous un délai de 1 mois.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure en ce sens est joint au présent rapport.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre à l'inspection sous un délai de 1 mois, les solutions mises en place pour répondre aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 14 Novembre 2007 ainsi que les preuves de leur mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois